

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!  
Vive la guerre populaire!

---

# **Parti Communiste**

## **La crise de la petite bourgeoisie et l'hégémonie du prolétariat**

**A. BERNARD**

**avril 1926**

L'état actuel de la crise du capitalisme français nous permet de comprendre plus clairement son caractère et d'établir avec plus d'exactitude les perspectives de son développement. Ce n'est pas une crise passagère et superficielle, mais une crise profonde et de longue durée qui ne manquera pas de créer une situation révolutionnaire dans le pays.

Elle a ses racines dans un changement complet de la structure économique et sociale de la vieille France, changement dont nous ne nous sommes pas encore rendu compte jusqu'à maintenant.

Citons seulement quelques moments de ce changement. Nous assistons à la formation d'un capital financier moderne, sorti de la fusion de l'ancien capital bancaire avec le capital de la jeune industrie. Groupée autour de ce capital financier la grande

bourgeoisie a engagé la lutte pour la domination définitive de l'économie du pays et de sa vie politique.

Cette lutte se poursuit au milieu de la décomposition progressive de la petite bourgeoisie, couche dominante de l'ancienne France.

C'est justement cette décomposition des classes moyennes qui rend possible à la grande bourgeoisie de briser la puissance politique de la petite bourgeoisie, encore organisée dans des partis qui ne correspondent plus à la structure et au rôle actuels de ces couches moyennes; le cadre traditionnel de la démocratie parlementaire basée sur les partis d'avant-guerre, devient trop étroit pour cette lutte, et c'est ainsi que nous voyons la bataille concentrée de tous les côtés sur le système parlementaire.

Nous sommes actuellement dans la première période de cette grande lutte du capital financier pour l'hégémonie définitive dans le pays.

Le renforcement de la base économique de la grande bourgeoisie s'est réalisé dans des conditions exceptionnelles: c'est grâce à la présence d'un marché intérieur élargi, par la reconstruction des régions dévastées, grâce au transport des richesses de la petite bourgeoisie dans les coffres-forts et les entreprises de la grande bourgeoisie, grâce à l'inflation qui, accompagnant le pillage de la petite bourgeoisie au moyen des emprunts intérieurs, a permis à l'industrie française de vaincre la concurrence anglaise et allemande sur le marché mondial, c'est grâce à tout cela que le capital financier français a pu se renforcer sur la base d'une production sans cesse croissante.

Mais ces conditions exceptionnelles touchent à leur fin; le marché intérieur se restreint, l'inflation entraîne à des conséquences économiques et sociales qui obligent la grande bourgeoisie à penser à la stabilisation de la monnaie. C'est alors que commence la deuxième phase de la crise du capitalisme français: la stabilisation du franc. Et ce sera l'époque d'une grande crise industrielle, de la faillite de nombreuses petites entreprises, du chômage en masse, de la misère pour la classe ouvrière.

Dans la première phase, qui est caractérisée par l'inflation et la vie chère, la petite bourgeoisie est plus profondément atteinte que toutes les autres couches de la population.

C'est le petit industriel et le petit commerçant qui est ruiné ou qui perd son indépendance. C'est le petit propriétaire qui perd les biens qu'il avait accumulés en achetant des rentes, obligations, etc. C'est le paysan qui voit monter les prix des produits des industries trustées et qui se trouve en face des grands trusts d'achat de ses produits qui lui imposent le prix de vente.

C'est finalement la grande couche des rentiers qui se dissout, les petites gens en retraite qui se voient forcées de reprendre quelque petit métier, de rentrer à l'usine ou à la terre s'ils ne veulent pas périr parmi la « canaille ».

Le prolétariat n'a pas senti dans cette période aussi directement la crise. Il n'y avait pas de chômage considérable; le salaire, sans être suffisant, permettait quand même de vivre. Dans les luttes partielles engagées ces derniers temps, les patrons ne résistaient pas beaucoup et accordaient de petites augmentations de salaire.

Ce tableau changera dans la deuxième phase de la crise. L'exemple de l'Allemagne nous montre avec quelle vigueur la crise de stabilisation s'abat sur le prolétariat.

Les dernières luttes politiques qui se sont déroulées sur la base de la crise de la petite bourgeoisie et dans lesquelles le prolétariat n'a pas joué un très grand rôle, nous montrent quel plan stratégique veut appliquer la grande bourgeoisie française; elle veut utiliser la crise de la petite bourgeoisie pour briser le système politique bâti sur les anciens partis des classes moyennes, en attirant une partie de la petite bourgeoisie (petits industriels et commerçants et le plus possible de paysans) en disloquant, en intimidant et en frappant l'autre partie.

C'est au milieu de cette débâcle des partis de la petite bourgeoisie

qu'elle veut constituer son nouveau pouvoir politique, fort et bien adapté à ses besoins. Elle tente d'y arriver avant que la stabilisation inévitable et les luttes des classes qui en suivront la mettent face à face avec le prolétariat révolté.

L'exemple de l'Italie nous montre comment la bourgeoisie sait en finir avec la petite bourgeoisie et en gagner une partie avant l'arrivée du moment critique de sa bataille avec le prolétariat, et la douloureuse expérience du prolétariat italien, dont le parti a négligé en son temps la crise de la petite bourgeoisie et de la paysannerie.

Il a été battu, quand les ouvriers occupaient les fabriques, par les « Gardes du roi » recrutés parmi les paysans du Midi et par les hordes fascistes composées de petits bourgeois furieux, parce que déçus du socialisme - tout cela doit nous faire réfléchir sérieusement sur les tâches du prolétariat et de son parti communiste en France, le pays classique de la petite bourgeoisie.

Ce qui distingue la situation actuelle en France de celle de l'Italie en 1919-1921, se sont surtout deux choses:

1° Le changement de la structure économique et sociale de la France a amené un accroissement très considérable du prolétariat, surtout dans la métallurgie.

2° La petite bourgeoisie française, contrairement à la petite bourgeoisie italienne qui n'avait pas de parti propre, est bien organisée et a des grandes traditions révolutionnaires.

Ces deux facteurs nous laissent espérer que le prolétariat français ne partagera pas le sort de la classe ouvrière italienne.

Mais pour remplir sa tâche historique, il faut que le prolétariat français se rende bien compte de la situation telle qu'elle est. Pour le moment, la lutte se livre encore surtout entre la grande et la petite bourgeoisie. Le prolétariat n'est pas encore directement entraîné dans la bataille, mais il ne peut pas, il ne doit pas se désintéresser de cette lutte.

Déjà devons-nous constater que des erreurs ont été commises. Quand, au courant de l'automne de l'année passée, la vague de mécontentement de la petite bourgeoisie commençait à monter et trouvait son expression dans la crise du Cartel d'abord, du gouvernement ensuite et dans un changement de tactique du parti socialiste, le parti communiste n'a pas compris ces signes du temps et n'a pas vu qu'il fallait adapter sa tactique à cette nouvelle situation.

L'issue de la lutte de la grande et la petite bourgeoisie en France est d'une importance primordiale pour le développement de la révolution prolétarienne et socialiste.

Si, dans la phase actuelle, la petite bourgeoisie est battue, si la grande bourgeoisie réussit à faire d'une partie d'elle et surtout des paysans un allié prêt à combattre activement contre le prolétariat, celui-ci se trouvera isolé et placé en face d'un ennemi puissant, quand il s'agira de repousser l'offensive patronale lors de la stabilisation du franc.

C'est d'autant plus dangereux parce que le prolétariat français, dans son état actuel, est jeune, peu expérimenté et presque pas organisé. Il prête d'ailleurs un flanc très vulnérable à l'ennemi par la présence dans son sein de 3 millions d'ouvriers étrangers et d'une partie, petit-être aussi nombreuse, d'ouvriers venus récemment des classes moyennes, qui pourraient suivre les éléments petits-bourgeois attirés par la réaction.

C'est pourquoi le prolétariat français doit se poser la question d'aider, dans la phase actuelle, la petite bourgeoisie dans sa lutte contre la grande bourgeoisie.

Mais il ne peut pas s'agir seulement d'aide: en fait, la petite bourgeoisie, elle, n'est pas en état de résister par elle-même à la grande bourgeoisie, d'organiser et de diriger sa défense. Les classes transitoires et intermédiaires de la société capitaliste ne sont pas capables de mener une lutte indépendante.

La petite bourgeoisie française ne peut résister que si elle mène une

lutte sérieuse, décidée et organisée, et ce n'est possible que quand elle combattra sous l'hégémonie du prolétariat.

L'expérience du Bloc des Gauches est une grande démonstration continuelle de cette vérité. Et le rôle qu'a joué le parti socialiste dans l'histoire du Bloc des Gauches est une autre démonstration que ce parti est un parti petit-bourgeois et que le seul parti qui peut réaliser l'hégémonie du prolétariat dans cette lutte est le parti communiste.

La doctrine du parti socialiste et sa tactique vis-à-vis du Bloc des Gauches sont une caricature de l'idée de l'hégémonie du prolétariat dans la lutte de défense de la petite bourgeoisie. En se renfermant dans le cadre de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme, il a en réalité capitulé devant la grande bourgeoisie.

Quand le parti communiste se pose, dans la période présente, la tâche de réaliser l'hégémonie du prolétariat dans la lutte de la petite bourgeoisie contre le capital financier; il ne peut naturellement pas renoncer aux moyens parlementaires.

C'est pourquoi le parti communiste a eu raison quand il a fait, à plusieurs reprises, la proposition de soutenir un gouvernement socialiste ou même cartelliste, décidé à mener une lutte énergique pour la défense des intérêts des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie.

Mais il ne peut en aucun cas s'arrêter là. Il doit quitter le cadre des vieilles relations parlementaires des partis petits-bourgeois. C'est dans d'autres formes, c'est dans le pays que doit être organisée la résistance commune contre la réaction. Parce que c'est là seulement que le prolétariat peut faire valoir, dans des formes et dans des organisations politiques nouvelles, sa grande force et réaliser son hégémonie, qui seule rendra efficace la résistance.

Un seul parti peut diriger toute cette action. Un seul peut réaliser l'hégémonie du prolétariat dans cette bataille: le Parti Communiste Français. La tâche qui lui incombe est lourde. Sa tactique devra être très souple, très prudente et très ferme.

Le danger que, dans l'application de cette tactique, le parti glisse dans les mains de la droite, dont les racines profondes sont justement dans cette situation des classes décrite plus haut, est grand.

C'est le plus grand danger que le parti peut courir à l'instant. Mais l'autre danger, à savoir qu'une partie des ouvriers communistes ne comprenne pas cette tactique, la repousse comme opportuniste et s'obstine sur une ligne gauchiste, peut s'élever d'un jour à l'autre.

C'est pourquoi la rectification des erreurs politiques et tactiques faites par la conférence du 1er et 2 décembre et approfondie par l'Exécutif Elargi a une si grande importance. Et c'est pourquoi les « rectifications » faites dans la manière du camarade Treint qui se contentait de modifier les formules de front unique au lieu de partir de l'analyse des rapports de classes pour établir la juste tactique, sont si dangereuses.

Une analyse marxiste de la situation, l'établissement d'une tactique léniniste doit remplacer cette méthode de la politique à la petite semaine qui, sans avoir une ligne et une perspective claires, court derrière les nouvelles de la dernière heure du *Temps* ou de la *Liberté* pour établir le mot d'ordre pour demain.

Alors le Parti Communiste Français sera capable de réaliser sa tâche historique, qui est d'empêcher la réaction de s'installer sur les ruines de la petite bourgeoisie, et de préparer les forces du prolétariat pour la lutte finale pour le pouvoir, qui peut être à l'ordre du jour dans la deuxième phase de la crise de l'impérialisme français.